

alternatives sud



État des résistances dans le Sud

L'Afrique est-elle en passe de réaliser son printemps ? Depuis quelques années, le continent est le théâtre d'une agitation sociale inédite. En cause, l'usure de régimes politiques en trompe-l'œil – démocratiques dans leur forme, autoritaires et prédateurs dans leur fonctionnement – et l'inégalité extrême de la répartition des fruits d'une croissance tirée par les matières premières. La forte présence de la coopération internationale n'a pas pu empêcher, quand elle n'a pas objectivement servi, le dévoiement des institutions dont ont accouché les transitions « démocratiques » et les accords de paix « inclusifs ». Souvent grossières, les manipulations d'une élite accrochée au pouvoir n'échappent pas à une jeunesse tout à la fois diplômée, connectée à l'international et sans emploi, lassée de l'arbitraire, habitée par le sentiment qu'elle n'a « plus rien à perdre ».

Variables dans leur forme et dans leur ampleur, ces mobilisations peuvent aussi bien déboucher sur un durcissement répressif que sur un changement substantiel des pratiques politiques ou sur une simple reconfiguration des réseaux contrôlant l'accès inégalitaire aux ressources. L'analyse des processus en cours invite à la prudence : si l'imaginaire démocratique progresse au sein des sociétés africaines, il coexiste avec des tendances lourdes – déphasages entre mondes rural et urbain, instrumentalisation des identités ethniques ou religieuses, reproduction des logiques clientélistes au sein des oppositions et des sociétés civiles – qui marqueront les futurs arrangements sociopolitiques.



13 €

alternatives sud

Afrique

Cetri

SYLÉPSE

alternatives sud

État des résistances dans le Sud

Afrique



Centrafricain

EDITIONS
SYLÉPSE

Alternatives Sud

Fondateur

François Houtart

Rédaction et administration

Jacques Bastin, Enrique Cueto, Laurent Delcourt, Christophe Douchamps,
Bernard Duterme (directeur), Julie Godin, Liliane Kabugubugu,
Aurélié Leroy, Carlos Mendoza,
François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbecq
Centre Tricontinental-Cetri
Avenue Sainte Gertrude, 5
B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. : 32 (0) 10-48-95-60 / Fax. : 32 (0) 10-48-95-69
duterme@cetri.be / cetri@cetri.be / www.cetri.be

Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borrás (Philippines), Suzy Castor
(Haïti), Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard
Gentle (Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado
(Guatemala), Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander
(Venezuela), Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Emir Sader
(Brésil), Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa (Argentine), Mahaman Tidjani Alou
(Niger), Antonio Tujan (Philippines)

Éditeurs et centres associés

Alternatives (Montréal), Aarc (Le Caire), Arena (Hong Kong),
CASC (Managua), Cedetim (Paris), Cetim (Genève), Clacso (Buenos Aires),
Cresfed (Port-au-Prince), Editorial Popular (Madrid), FTM-FMA (Dakar),
Funde (San Salvador), CED-Grial (Louvain-la-Neuve)

Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

Illustration de couverture

Ainhoa Goma/Oxfam

Alternatives Sud

Volume 23-2016 / 4

État des résistances dans le Sud Afrique Points de vue du Sud

Abonnement annuel à *Alternatives Sud*

4 numéros : 50 euros

■ Au compte IBAN = BE23 0001 3060 0291 du Centre tri-continental (Louvain-la-Neuve), La Poste, Bruxelles, BIC = BPOTBEB1 (Bruxelles)

■ Par carte de crédit

Visa Mastercard/Eurocard

N°

Date d'expiration :

Nom et signature :

À faxer au +32 10 489569

ou à adresser à : cetri@cetri.be

© 2016, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse
ISBN : 978-2-84950-540-3

Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles
F-75020 Paris (France)
edition@syllepse.net

Centre Tricontinental
Avenue Sainte Gertrude 5
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)
cetri@cetri.be

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,
Avenue Sainte Gertrude 5,
B-1348, Louvain-la-Neuve

Sommaire

Éditorial

7. Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires
François Polet

Points de vue du Sud

Afrique de l'Ouest

23. Bénin : la révision constitutionnelle au cœur des mobilisations sous Boni Yayi
Elieth P. Eyébiyi
31. Burkina Faso : mobilisations sociales pour une insurrection inachevée
Abdoulaye Ouédraogo et Sylvie Capitant
39. Côte d'Ivoire : mobilisations contre la vie chère
Francis Akindes, Moussa Fofana et Gnangadjomon Kone
45. Ghana : vitalité du militantisme en démocratie
Jonathan Langdon et Nana Akua Anyidoho
51. Mali : nouvelles formes de lutte et nécessité d'une refondation démocratique
Issa Ndiaye
65. Niger : la société civile face aux mutations sociopolitiques
Mahaman Tidjani Alou
71. Sénégal : mutations et contradictions du système politique sous Macky Sall
Alioune Badara Diop

Afrique de l'Est

79. Éthiopie : régression autoritaire et étouffement des résistances
Yohannes Woldemariam
87. Kenya : le droit de manifester violé en toute impunité
Patrick Mutahi
93. Ouganda : manifestations « walk to work », répression et musellement des opposants
Andrew Ellias State
101. Soudan : contestations étudiantes dans un pays en guerre
Hafiz Ismail Mohamed

Student Financial Aid Scheme, qui n'avait plus été versée depuis le mois de mars.

Le mercredi 21 octobre, des étudiants du Cap en marche vers le parlement ont pénétré dans le bâtiment pour rencontrer directement les dirigeants politiques nationaux. Ils y ont été accueillis par la police anti-émeutes. Six d'entre eux, arrêtés pour cette incursion, ont été « provisoirement accusés de trahison », un chef d'accusation qui n'avait plus été utilisé depuis le temps où le régime de l'apartheid visait les dirigeants du mouvement anti-apartheid. La police a ensuite relâché les étudiants avec un simple avertissement, niant avoir implémenté l'accusation de trahison. La semaine qui a suivi la fermeture, des étudiants noirs se trouvant dans un groupe près de la Wits ont été arrêtés pour la simple raison qu'ils étaient noirs.

La criminalisation de l'activisme étudiantin témoigne de la gravité du moment politique actuel et montre que la mutation des idéologies bien ancrées depuis des générations constitue un défi réel aujourd'hui. La rapidité avec laquelle le gouvernement et les responsables universitaires ont mobilisé la violence policière pour répondre aux revendications des mouvements indique qu'ils se sentent menacés par l'émergence d'une nouvelle politique populaire.

Les étudiants demandent d'adopter un comportement humain à ceux qui, dans la société, bénéficient de privilèges bien ancrés historiquement et socialement établis. Les générations plus âgées ont relâché leur vigilance et, à maints égards, elles ont renoncé à nos libertés collectives à travers leurs choix politiques élitistes et kleptocratiques. Ces choix ont contribué à maintenir l'ordre des choses « racialisé », capitaliste et patriarcal. Ils permettent que l'enfant sud-africain noir et pauvre reste prisonnier de l'histoire du pays telle que forgée par l'ère coloniale et celle de l'apartheid. L'activisme récent des étudiants détient un potentiel historique, car leurs mouvements imaginent ce que pourrait être une université africaine réellement transformée, un ordre social qui reflète la dynamique et les réalités du peuple qui vit dans ce pays. Comme telles, les actions étudiantines sont un « saut » vers une société plus juste.

Traduction de l'anglais : Maurice Héron

Angola : un activisme – de réforme ou de confrontation – distant du peuple¹

Nuno Fragoso Vidal²

Face à un régime qui exerce un contrôle serré sur l'appareil d'État angolais et ses ressources, y assoit son hégémonie et cadenas l'espace civil et politique, une double vague de contestation a vu émerger ces vingt-cinq dernières années des militantismes réformistes, « confrontationnistes » ou révolutionnaires. Leur principale faiblesse commune réside sans doute dans le fossé social et culturel qui les sépare des couches populaires.

Depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui, l'Angola a surtout vécu sous des régimes autoritaires. La guerre de libération nationale contre les Portugais (1961-1975) promettait la liberté, mais l'indépendance, en 1975, marque le début d'une guerre civile, dans laquelle interviennent, dès le départ, d'importantes forces étrangères. Hormis quelques rares périodes d'accalmie, la guerre va durer quasi 27 ans, jusqu'en 2002.

Entre 1975 et 1977, l'Angola connaît une période de liberté relative. Toutefois, en 1977, un coup d'État manqué entraîne de vastes purges et des massacres dans tout le pays. Un régime de parti unique, autoritaire et répressif, est mis en place par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Un redoutable appareil sécuritaire se charge de la répression politique. Les médias

1. Version réduite et actualisée d'un article paru en 2015 (Vidal, 2015).

2. Chercheur au Centre d'études internationales de l'Institut universitaire de Lisbonne (ISCTE-IUL), auteur notamment de *Angola: The Weight of History* (Columbia University Press & Hurst, 2007).

109. Tanzanie : une protestation sociale diffuse et peu organisée
Ng'wanza Kamata

Afrique centrale

117. Burundi : lutte contre un pouvoir illégitime
Aymar Nyenyezi Bisoka
125. République centrafricaine : mouvements armés et impossible
recomposition sociale
Roland Marchal
133. République démocratique du Congo : la rue au centre du jeu politique
François Polet
141. Rwanda : révision constitutionnelle et étouffement de la dissidence
Juste Nziza
149. Tchad : la virtualité comme nouveau ressort de la résistance sociale ?
Hoinathy Remadji

Afrique australe

157. Afrique du Sud : protestation estudiantine et résistance à l'héritage
colonial
Mikaela Nhondo Erskog
165. Angola : un activisme – de réforme ou de confrontation – distant
du peuple
Nuno Fragoso Vidal
175. Botswana : contradictions de la *success story* libérale africaine
Ian Taylor
183. Madagascar : une mosaïque de luttes fragmentées
Ketakandriana Rafitson
191. Mozambique : jeux de pouvoir et mouvement pour la paix
Paulo Granjo
201. Zambie : faiblesse syndicale et marges de manœuvre limitées
James Musonda
209. Zimbabwe : opportunités et défis de la nouvelle phase contestataire
Lloyd Mambo Sachikonye

217. Index

219. Liste des *Alternatives Sud* parus

Éditorial

Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires

François Polet¹

L'Afrique subsaharienne est depuis quelques années le théâtre d'une effervescence protestataire remarquable. Celle-ci se déploie dans des configurations plus ou moins autoritaires « sous contrainte internationale », qui pèsent lourdement sur les marges de manœuvre des militants. Si de nouveaux collectifs citoyens ébranlent les pouvoirs, les ressources répressives et la résilience des pratiques « néopatrimoniales » bloquent les changements espérés.

Les contributions rassemblées dans cet ouvrage offrent un panorama de ce que l'on peut qualifier de « troisième vague des protestations africaines », après les cycles des luttes pour les indépendances (années 1950-1970) et des mobilisations pour la démocratisation (tournant des années 1990) (Branch et Mampilly, 2015). La tentation est forte de voir dans ce développement de l'activité contestataire à l'échelle continentale une réplique subsaharienne des « printemps arabes », voire plus largement la déclinaison continentale d'un *momentum* global de la « politique de la rue », dans la foulée des mobilisations anti-austérité et autres manifestations de rejet de la politique traditionnelle par la génération des réseaux sociaux (Ancelevici, 2016).

¹ Chargé d'étude au Centre tricontinental (CETRI, Louvain-la-Neuve) et doctorant en anthropologie du développement à l'Université de Liège.

